

## Croissance

# Le CMC prédit une hausse de 3,7% en 2018

● Partant des contraintes pesant sur les ressorts internes et externes de l'activité économique, le CMC prédit un ralentissement de la croissance de 3,7% en 2018. Les activités primaires devraient connaître un recul important qui ne sera vraisemblablement pas compensé par une dynamique industrielle.

Dans sa dernière note sur la conjoncture économique, le Centre marocain de conjoncture (CMC) juge la consolidation de la croissance en 2017 «fragile». Un constat qui s'explique par la nature contrastée des configurations sectorielles entre les principales activités productives. «Le processus de convergence à terme vers un régime de croissance suffisamment régulier et auto-entretenu s'en trouve fortement contrarié», peut-on lire dans le dernier numéro d'Info CMC. Ainsi, après le redressement attendu de l'activité en 2017, les principaux éléments d'anticipation pour l'année à venir donnent déjà quelques signes de relâchement des ressorts de la croissance. Le taux de croissance projeté dans le scénario prévisionnel de 2018 ne dépasserait pas 3,7% en termes réels, ce qui équivaudrait à une contraction de plus d'un demi-point du taux de croissance projeté pour l'année en cours. «Une perspective timide eu égard aux objectifs visés tant sur le plan des revenus que de l'emploi et des niveaux de vie soulignant encore une fois l'urgence d'une accélération des programmes de restructuration écono-



mique et des réformes qui en constituent les bases afin de consolider le cycle de croissance et lui conférer plus de vigueur et de régularité», estime le CMC. Pour l'Observatoire national de l'économie, cette situation s'explique par l'absence de changements profonds dans les données structurelles agissant sur l'offre. Ainsi, les performances des activités agricoles demeurent, pour une large part, tributaires des conditions cli-

matiques et de la régularité des précipitations et leur répartition sur les principales régions. Pour effectuer une telle prédiction, le CMC retient la moyenne des performances de l'activité agricole des trois dernières années. L'organisme estime qu'il est fort peu probable que les conditions d'une campagne prolifique telle que celle de 2016-2017 se reproduisent. Ce scénario accule le secteur agricole et l'ensemble des activités pri-

maires au ralentissement durant l'année 2018. Pour les activités industrielles, les performances prévisionnelles de production dépendent d'un certain nombre de paramètres portant sur le taux d'utilisation des capacités, les prix de l'énergie et des matières premières, les coûts du travail et la productivité. Sur chacun de ces paramètres, les hypothèses les plus plausibles ne permettent pas d'envisager des changements significatifs pouvant induire des modifications importantes dans les configurations de l'offre tant en ce qui concerne les charges de production que les facteurs de productivité ou les conditions de la concurrence sur les marchés. Le ralentissement attendu de la demande sur le plan interne, dans un contexte contraignant tant du point de vue des revenus que de l'emploi et du niveau de vie, pourrait même ajouter aux difficultés réelles qui se profilent à l'horizon non seulement pour le secteur industriel, mais aussi pour l'ensemble des activités productives. «Même le soutien que pourrait apporter le budget dans ces conditions à travers la dépense publique, notamment celle de l'investissement, serait difficilement envisageable compte tenu des contraintes de ressources et les priorités assignées à la politique budgétaire», note le CMC. Dans ce contexte, les engagements pris dans le cadre de la Ligne de précaution et de liquidité imposent la poursuite d'une politique budgétaire visant la réduction progressive du déficit public pour atteindre, à terme, la cible de 3%. À cet effet, les perspectives budgétaires pour l'année 2018 ne semblent pas offrir de marge de manœuvre suffisante avec un tel objectif, et compte tenu du niveau atteint aujourd'hui en matière de fiscalité comme d'endettement public. ●